

REGLEMENT D'INTERVENTION LOCAL AU PACTE REGIONAL AVEC LES TERRITOIRES POUR L'ECONOMIE DE PROXIMITE

FONDS REGIONAL DES TERRITOIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DE SAÔNE

PREAMBULE

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Communauté de Communes TERRES DE SAÔNE (CCTDS) et la Région ont convenu d'un Pacte régional pour l'économie de proximité par voie de convention.

Ce pacte est composé de deux fonds qui sont dédiés aux TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés inclus en ETP) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté :

- Un Fonds d'Avance Remboursable pour la Consolidation de la Trésorerie,
- Un Fonds Régional des Territoires.

Concernant le Fonds Régional des Territoires, la CCTDS souhaite par ce présent règlement d'intervention préciser les modalités et le champ d'intervention de ce dispositif afin de mieux répondre aux besoins des entreprises présentes sur son territoire.

Conformément au Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité, le Fonds Régional des Territoires comprend deux volets :

- Entreprise,
 - ♦ aides à l'investissement
 - ♦ aide à la trésorerie

Rappel des références réglementaires :

Délibération du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté en date des 25 et 26 juin 2020 et les règlements d'aides associés volet entreprise et volet collectivité.

Délibération n°24 du Conseil Communautaire de la CCTDS en date du 27 juillet 2020 relatives au pacte régional pour l'économie de proximité.

Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de Communes Terres de Saône pour le Fonds régional des territoires délégué.

I) REGLEMENT D'INTERVENTION LOCAL VOLET ENTREPRISE AIDES A L'INVESTISSEMENT
--

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

1) OBJECTIF

Suite à la crise liée à la COVID 19, l'économie de proximité doit être accompagnée au plus près du territoire. Afin de permettre la reprise de l'activité, il est proposé de soutenir la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité.

➔ **Objet :**

Soutenir les dépenses d'investissement matériel et immatériel des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés inclus en ETP).

➔ **Critères d'éligibilité**

Projets ayant pour objet de favoriser :

- ➔ La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire,
- ➔ La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques,
- ➔ La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux,
- ➔ La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse,
- ➔ L'adaptation et l'atténuation au changement climatique.

2) BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires du présent règlement sont les PME au sens communautaire inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Registre des Métiers, notamment les activités touristiques (Cafés-Hôtels-Restaurants, meublés touristiques et hôtellerie de plein air), dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein, y compris les micro-entrepreneurs,

L'entreprise doit être saine et économiquement viable, à jour de ses obligations fiscales et sociales. La subvention doit bénéficier à un établissement de l'entreprise situé sur le territoire de la CCTDS.

Les entreprises agricoles sont éligibles dès lors qu'elles sont inscrites au Registre des Métiers et/ou au Registre du Commerce et des Sociétés dans le cadre par exemple, de développement de vente directe (excluant la partie liée à la production).

Sont exclues les sociétés civiles immobilières, les entreprises industrielles et patrimoniales ainsi que les professions libérales dites réglementées et les entreprises alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m², les pharmacies, les banques, les activités financières, les assurances, les

agences immobilières. Il en est de même pour les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective.

Sont considérés comme salariés, les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : le dirigeant « assimilé salarié », le dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

NATURE, MONTANT DES AIDES

L'aide revêt la forme d'une subvention calculée sur la base d'un montant hors taxe de la dépense éligible.

Dépenses éligibles	Taux d'intervention	Plafond de l'aide
Matérielles (signalétiques, vitrines réfrigérées, investissements d'économie d'énergie, d'aménagement d'un point de vente) et immatérielles (création d'un site internet, d'une application mobile, d'un système de click&collect, ...)	50 %	5 000 €
Charges des remboursements d'emprunts liés à des investissements pour la partie en capital	50 %	5 000 €

Le plancher de dépenses éligibles minimum est fixé à 1 500 € HT.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, ...) sous réserve des régimes d'aides applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit et sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

3) DEPENSES ELIGIBLES

➡ Les investissements matériels immobilisables (matériels de production, matériels informatiques, mobiliers, ...) et immatériels. Dans le cas de l'acquisition de matériels d'occasion, celui-ci est éligible sous réserve de la production de l'acte authentifiant la vente et d'une attestation sur l'honneur du vendeur selon laquelle le matériel n'a pas été subventionné à l'origine.

⇒ Les charges des remboursements d'emprunt liées à des investissements matériels, pour la partie en capital. Plus précisément, les emprunts peuvent avoir été contractés avant la signature de la convention d'attribution d'aide. Pour autant, la rétroactivité n'est pas possible pour la définition de l'assiette éligible : seules les échéances futures en capital peuvent être éligibles, la date de dépôt du dossier complet faisant foi.

Exemple : Pour un prêt ayant démarré au 1er janvier 2020, et un accusé de réception de dossier complet au 1er octobre 2020, les dépenses éligibles sont définies par le capital restant dû à partir du 1er octobre 2020

4) DEPENSES INELIGIBLES

- ⇒ Les aides à l'immobilier d'entreprise sont exclues du présent dispositif (acquisition, construction, extension, rénovation, ...),
- ⇒ Les acquisitions réalisées en location par option d'achat (crédit-bail, leasing ...),
- ⇒ L'acquisition d'un fonds de commerce,
- ⇒ Les dépenses directement liées à un usage résidentiel.

5) MODALITES DE DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE

Le dossier de demande d'aide est à adresser :

- ⇒ par courrier à l'adresse suivante : M. Le Président Communauté de Communes TERRES DE SAÔNE
- 67 Rue François Mitterrand - 70170 PORT-sur-SAÔNE
- ⇒ OU bien par voie dématérialisée à l'adresse : m.lallemmand@cctds.fr

Le dossier de demande d'aide devra obligatoirement comporter les pièces justificatives suivantes, préalablement à tout commencement d'exécution :

- ⇒ Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- ⇒ Liste des dirigeants
- ⇒ Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- ⇒ Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- ⇒ Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- ⇒ Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- ⇒ Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos
- ⇒ Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale
- ⇒ Principaux indicateurs

Les services de la CCTDS, avec l'appui de la CCI70 et de la CMA70, instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

A réception de la demande, la CCTDS émettra un accusé de réception, par courrier ou par email, indiquant si le dossier est complet ou non. Dans ce dernier cas, il sera demandé au demandeur de fournir les pièces manquantes, sans lesquelles le dossier ne pourra être instruit.

Conformément à la réglementation en vigueur, aucun commencement de travaux (signature de bons de commandes, de devis, de factures pro forma constituant juridiquement un début d'opération) ne doit avoir lieu, avant la réception de l'accusé de réception de dossier complet de la demande d'aide. L'accusé de réception de dossier complet délivré par la CCTS constitue le point de départ de l'éligibilité de la demande, mais en aucun cas ne vaut accord de subvention.

6) PROCEDURE D'INSTRUCTION

Une fois le dossier complet, celui-ci est instruit par le service Développement Economique de la CCTDS (vérification de l'éligibilité et de la conformité des pièces, définition de l'assiette éligible et calcul prévisionnel de l'aide).

Les élus du Conseil Communautaire décident ou non d'attribuer une aide.

Pour cela les élus du conseil communautaire se réservent le droit :

- ➡ De demander à l'entreprise des pièces complémentaires afin d'instruire le dossier. Cette demande suspend l'instruction jusqu'à réception des pièces demandées.
- ➡ D'auditionner le dirigeant de l'entreprise.

La décision sera notifiée à l'entreprise par courrier de M. le président de la CCTDS.

Une convention est signée entre la CCTDS et l'entreprise bénéficiaire de la subvention décrivant l'investissement financé et rappelant les droits et obligations des signataires.

L'attribution des aides est opérée dans la limite du budget voté par le conseil communautaire de la CCTDS.

7) MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Après validation et signature de la convention par les deux parties, le bénéficiaire devra présenter :

- ➡ un état récapitulatif des dépenses (référence facture des investissements correspondants aux devis présentés dans le dossier de demande) visé par l'expert-comptable,
- ➡ la copie des factures acquittées.

Suite à la vérification de la conformité de ces documents, la subvention sera versée en totalité et en une fois via le comptable public. Le demandeur pourra faire appel à un autre prestataire ou fournisseur que celui annoncé dans le devis.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au(x) devis, l'aide sera calculée au prorata des dépenses réelles. Si le montant final de dépenses dépasse l'investissement prévu initialement, l'aide est plafonnée au montant figurant dans la convention d'attribution d'aide.

8) ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE ET DELAIS DE REALISATION

L'entreprise qui bénéficie d'une aide, s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail. En cas de départ de l'entreprise aidée du territoire de la CCTDS dans un délai de 5 ans, l'entreprise s'engage à reverser l'aide en totalité aux financeurs publics. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CCTDS.

Le dossier de demande de subvention peut être adressé à la CCTDS à partir du 1er février 2021 et au plus tard le 30 novembre 2021.

L'entreprise s'engage à réaliser les investissements et justifier des dépenses (factures acquittées visées par l'expert-comptable) dans les 6 mois suivants la date de notification de l'aide et au plus tard le 30 avril 2022

9) OBLIGATIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire de la subvention a l'obligation de communiquer sur l'existence de ce financement public, auprès des destinataires finaux et du grand public.

Toute action de communication ou d'information menée par le bénéficiaire relative à l'objet de la subvention doit faire mention de ce soutien.

Le bénéficiaire s'engage notamment à faire figurer les logos de la Région Bourgogne-Franche-Comté et de la CCTDS, sur tous ses documents d'information et de communication.

Le bénéficiaire accepte de pouvoir être sollicité par les financeurs à des fins d'évaluation, d'information ou de promotion, en lien avec l'objet de la subvention.

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

1) OBJECTIF

Depuis le 30 octobre 2020, une partie des commerces de proximité font de nouveau l'objet d'une fermeture administrative. La perte de chiffre d'affaires inhérente à cette fermeture ne pourra pas être pleinement compensée malgré les dispositifs de l'Etat (fonds de solidarité national et chômage partiel). De plus la situation sanitaire rend incertaine les perspectives de reprise. C'est pourquoi il apparaît nécessaire d'appuyer les commerçants et artisans dans la poursuite de leur activité et d'apporter des soutiens financiers complémentaires.

➔ **Objet :**

Soutenir la trésorerie des entreprises (très petites entreprises de 0 à 10 salariés inclus en ETP) ayant fait l'objet d'une fermeture administrative lors du second confinement ou ayant subi une diminution importante de CA.

2) BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires du présent règlement sont les PME au sens communautaire inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Registre des Métiers, notamment les activités touristiques (Cafés-Hôtels-Restaurants, meublés touristiques et hôtellerie de plein air), dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein, y compris les micro-entrepreneurs et ayant fait l'objet d'une fermeture administrative intervenue à partir du 1er novembre 2020 ou ayant subi une diminution importante de CA.

Les entreprises agricoles sont éligibles dès lors qu'elles sont inscrites au Registre des Métiers et/ou au Registre du Commerce et des Sociétés dans le cadre par exemple, de développement de vente directe (excluant la partie liée à la production).

Sont exclues les sociétés civiles immobilières, les entreprises industrielles et patrimoniales ainsi que les professions libérales dites réglementées et les entreprises alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m², les pharmacies, les banques, les activités financières, les assurances, les agences immobilières et les discothèques. Il en est de même pour les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective.

Sont considérés comme salariés, les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : le dirigeant « assimilé salarié », le dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

3) NATURE, MONTANT DES AIDES

L'aide revêt la forme d'une subvention forfaitaire calculée sur l'assiette éligible de la perte de Chiffre d'affaires (CA) selon la formule suivante :

Pour le mois N :

POUR 2020 = CA mois N de 2019 – CA mois N de 2020

POUR 2021 = CA mois N de 2019 – CA mois N de 2021

- Fonds de Solidarité National (FSN)
- Aide au dispositif d'activité partielle (le cas échéant)
- Autres aides (le cas échéant). Merci de préciser.

= Assiette éligible de perte de Chiffre d'Affaires

Assiette éligible de perte de Chiffre d'Affaires /mois	Montant subvention forfaitaire /mois
De 500€ à 5 000 € de perte de CA	20 %
Supérieur à 5 000 € de perte de CA	1 000 €

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, ...) sous réserve des régimes d'aides applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit, avec un maximum de 5.000 € par entreprise et sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

4) MODALITES DE DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE

Le dossier de demande d'aide est à adresser :

➡ par courrier à l'adresse suivante : M. Le Président Communauté de Communes TERRES DE SAÔNE- 67 Rue François Mitterrand - 70170 PORT-sur-SAÔNE

➡ ou par voie dématérialisée à l'adresse : m.lallemand@cctds.fr

Le dossier de demande d'aide devra obligatoirement comporter les pièces justificatives suivantes, préalablement à tout commencement d'exécution :

- ➡ Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- ➡ Tableau de calcul de l'assiette éligible de perte de chiffre d'affaires

- ⇒ Attestation de l'expert-comptable de la perte du CA mensuel N par rapport à N-1 (ou moyenne mensuelle), OU attestation sur l'honneur du demandeur lorsqu'il est dans l'incapacité d'apporter les éléments de preuve.
- ⇒ Liste des dirigeants
- ⇒ Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- ⇒ Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal
- ⇒ Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- ⇒ Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos
- ⇒ Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale

En cas de renouvellement de demandes de subvention sur plusieurs mois, l'entreprise n'aura pas à fournir l'ensemble des pièces mais simplement :

- Le tableau de calcul de l'assiette éligible de perte de chiffre d'affaires

Les services de la CCTDS instruiront et prendront en charge l'ordonnancement de la dépense.

A réception de la demande, la CCTDS émettra un accusé de réception, par courrier ou par email, indiquant si le dossier est complet ou non. Dans ce dernier cas, il sera demandé au demandeur de fournir les pièces manquantes, sans lesquelles le dossier ne pourra être instruit.

L'accusé de réception de dossier complet délivré par la CCTDS constitue le point de départ de l'éligibilité de la demande, mais en aucun cas ne vaut accord de subvention.

5) PROCEDURE D'INSTRUCTION

Une fois le dossier complet, celui-ci est instruit par le service Développement Economique de la CCTDS (vérification de l'éligibilité et de la conformité des pièces, définition de l'assiette éligible et calcul prévisionnel de l'aide).

Les élus du conseil communautaire décident ou non d'attribuer une aide.

La décision sera notifiée à l'entreprise par courrier de M. le Président de la CCTDS

Une convention est signée entre la CCTDS et l'entreprise bénéficiaire de la subvention.

L'attribution des aides est opérée dans la limite du budget voté par le conseil communautaire de la CCTDS.

6) MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Après validation et signature de la convention par les deux parties, la subvention sera versée en totalité et en une fois via le comptable public.

Avertissement

Le montant total cumulé des aides publiques accordées ne peut dépasser les plafonds autorisés par la réglementation européenne (Aides de Minimis).

Les aides financières de la CCTDS ne présentent aucun caractère d'automaticité ; les demandes sont examinées en fonction du contenu du dossier présenté, des conditions d'éligibilité, et des crédits disponibles.

CONTACT

Communauté de Communes TERRES DE SAÔNE

67 Rue François Mitterrand - 70170 PORT-sur-SAÔNE



[03 84 78 10 66](tel:0384781066)



l'adresse : m.lallemand@cctds.fr



<http://www.cc-terresdesaone.fr>